



Pour François Bayrou, le coupable c'est le malade !

La réforme du gouvernement Bayrou qui prévoit d'augmenter la participation financière des malades dans les dépenses de santé, notamment via un doublement des franchises et participations forfaitaires annuelles, ce qui devrait permettre au gouvernement d'économiser près de 2 milliards d'euros l'année suivante.

Points clés de la réforme

- Le plafond annuel des franchises et participations passerait de 50 à 100 euros, ce qui repousse la protection pour les personnes très malades, qui ne seraient désormais dispensées qu'au-delà de 100 euros dépensés par an.
- Le montant unitaire des franchises et participations serait à nouveau doublé (ex : 2 € par boîte de médicament, 4 € pour une consultation).
- La réforme modifierait aussi le mode de paiement afin que le patient paie directement au professionnel de santé, rendant la dépense plus visible et faisant en sorte que les patients ressentent le coût des soins. (Blague de mauvais goût)

Impacts attendus

- Le but affiché est de responsabiliser les malades et d'agir sur leurs comportements, mais il s'agit avant tout d'une mesure budgétaire qui risque de limiter l'accès aux soins pour les plus fragiles.
- Historiquement, l'augmentation du reste à charge entraîne un renoncement aux soins et une dégradation de la santé, touchant particulièrement les personnes âgées, les plus malades et les bénéficiaires d'affections longue durée (ALD).
- Les franchises ne sont jamais prises en charge par les complémentaires santé, ce qui pèse lourd pour les moins favorisés.

Analyse critique

- La réforme accentuerait les inégalités, car les plus malades paient déjà beaucoup plus que les autres ; ils seraient donc les premiers touchés par cette hausse.
- Près d'un tiers des personnes ayant droit à la complémentaire santé solidaire n'accèdent pas à leurs droits et se retrouvent ainsi surexposés financièrement.
- La réforme détourne le débat de fond sur le financement des nouveaux besoins de santé, préférant agir sur le portefeuille des patients plutôt que remettre à plat la base de financement du système.

En résumé, on ne peut pas être d'accord avec cette logique de responsabilisation financière des patients, qui fait peser le poids des économies sur les plus fragiles et risque d'aggraver les inégalités de santé sans régler les problèmes structurels du financement du système.

François Bayrou entend faire près de 44 milliards d'euros d'économies, dont une partie (environ cinq milliards) concerne les dépenses de santé. Il a aussi décidé d'une année blanche pour toutes les prestations sociales, y compris les pensions de retraites, gelées donc sans revalorisation au rythme de l'inflation. Nous sommes priés de mettre notre état de santé en année blanche.

Cette réforme, si l'on reste dans l'imagerie médicale, s'apparente à une purge ! Ça suffit !

26 Août 2025